Je terminais ainsi le billet* qui constatait la satisfaction de nombreux enseignants des mesures de Jean-Michel Blanquer pour l'école.
Je suis inquiète, combien d'enseignants, d'acteurs de l'éducation ont encore une conception émancipatrice de l'éducation ?
Quelle résistance au sein des acteurs de l'éducation et de leurs représentants ?
Quelles propositions au sein de la classe politique ?
Il est vrai que le ministre n'a pas eu besoin de proposer une réforme de l'éducation, juste des mesures qui permettaient de revenir sur la précédente tout en misant sur l'opinion favorable que ce soit celle des enseignants ou celle des parents.
Mais il n'y a pas que l'éducation qui est visée par des réformes guère contestées !
Le manque d'opposition peut interpeler, mais quand on regarde bien chaque réforme proposée, elle reprend toujours une ou plusieurs opinions partagées par la population.
Prenons celle de la réforme institutionnelle, elle propose la baisse d'un tiers du nombre de parlementaires, l'introduction d'une dose de proportionnelle pour les législatives et la fin du cumul des mandats… les sondages montrent 90 % d'approbation. Macron a su simplement rebondir sur quelques-unes des représentations de la population sur les élus. Du coup, la mesure sur le nombre d'amendements selon la taille du groupe d'opposition et qui met le feu au Sénat sera peut-être recouvert par le plébiscite des premières mesures. Cette opinion favorable se retrouvera-t-elle dans le référendum qui pourrait être proposé pour stopper l'opposition du Sénat ?
Comme celle du droit du travail, la réforme de la SNCF sera traitée par ordonnances pour accélérer la procédure et éviter les effets des enquêtes médiatiques sur l'opinion publique qui pour l'instant se nourrit des difficultés quotidiennes de transport et du sentiment d'injustice par rapport au statut des cheminots (dernier sondage : 7 français sur 10 serait favorables à sa suppression).
Ce qui permet au gouvernement de rebondir sur la réforme des retraites. En pointant le statut privilégié des fonctionnaires, il propose un régime unique où chaque euro cotisé garantira à tous les mêmes droits, en privilégiant un système par points.
Et sur celle de l'assurance chômage, puisqu'un fonctionnaire en est encore protégé à vie… Elle sera ouverte aux indépendants et aux démissionnaires, ce qui fait craindre la diminution des allocations pour tous et le durcissement des contrôles avec des sanctions sévères. Mais peu de réactions non favorables… mais ne reposent-elles pas sur des représentations sur les chômeurs qui ne seraient pas tous en recherche de travail et se la couleraient douce ?
Des réformes présentées comme évidentes
Celle de l'apprentissage pour le développer et ainsi réduire le chômage des jeunes tout en réduisant les financements publics avec la privatisation de la formation professionnelle confiée aux entreprises. Une mesure qui à première vue réduira les chiffres du chômage, mais qui précarisera les jeunes apprentis (peu ou pas payés) et indirectement leurs familles. Mais qui le saura à part les personnes concernées ?
Et celle de la formation professionnelle où chacun sera autonome et responsable de son plan de formation. Sous l'apparence de vouloir développer la formation pour tous, qui s'opposera ? Mais n'est-ce pas aussi une manière d'écarter les partenaires sociaux ?
Celle de la sécurité routière où seule la limitation de vitesse à 80 km/h a déchaîné la contestation : une attitude individualiste que les médias ont repris bruyamment !
Celle de la justice perçue surtout comme une réforme de la carte judiciaire inquiète les magistrats et les avocats qui manifestent devant des tribunaux. Mais qui le sait, les médias télévisuels n'en parlent guère.
Pour l'instant, seule une réforme a été vraiment controversée, c'est celle sur l'immigration avec la « Loi sur l'asile et l'immigration » avec un mouvement associatif et populaire qui a su se faire entendre. Un reste d'humanisme qui rassure…
Pourquoi si peu d'opposition ?
Certes pour ses réformes, Emmanuel Macron a su utiliser finement les représentations, les préjugés, pour les rendre satisfaisantes aux citoyens et citoyennes. Mais ce constat n'explique pas tout.

L’opposition politique, syndicale est peu visible. On a l’impression qu’il ne reste plus que les structures, que des militants convaincus, mais que le reste de la population ne les écoutent plus, voire les ignore. L’augmentation de l’abstention électorale en est un des symptômes.
Les manifestations ne font pas le plein et les médias aiment à les ridiculiser…
Les rassemblements comme « Nuit debout » n’ont pas résisté au déclin du politique.
En fait, chaque citoyen, citoyenne ou famille protège ce qui lui reste, même si c’est peu… car ce peu risque de disparaître. De plus, se projeter dans l’avenir est de plus en plus difficile, même pour le rendre meilleur.
Une exception les ZAD qui ne fléchissent pas et forcent l’État à réagir. La défense de l’environnement serait-elle la seule capable à mobiliser des hommes et des femmes de toutes les générations ?
Que faudrait-il pour réveiller la contestation ?
Une autre forme de vie politique ? Quitter les anciens schémas et en inventer d’autres ?
Penser et construire le commun dans des actions de proximité ?
Développer l’esprit critique face aux discours, aux médias par l’éducation de l’enfance à la retraite ?
Exercer la participation citoyenne dès l’enfance, car elle ne s’improvise pas à l’âge adulte au gré des volontés municipales ?
Prendre conscience de la finitude de la Terre ?
Et ?
Cette réflexion individuelle est bien insuffisante, il faudrait prendre en main cette problématique collectivement.
Un mouvement de libération de la politique ?

---

* Le billet :
http://www.catchabrun.com/2017/09/les-francais-approuvent-les-premieres-mesures-de-rentree.html